

**Marché de
Prestations de service TIC**

**MARCHÉ 8-2025
Cahier des Clauses
Administratives Particulières**

Objet de la consultation

**Maintenance d'une solution antivirus mutualisée et
Acquisitions complémentaires**

Date limite de réception des offres : 16/01/2026 à 12h

Lieu de remise : <https://www.marches-securises.fr>

SOMMAIRE

Article 1	Objet du marché	4
Article 2	Emploi de la langue française	4
Article 3	Durée de l'accord-cadre/ du marché	4
	Respect des clauses contractuelles	4
Article 4	Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement	4
Article 5	Emploi de personnes en difficulté d'insertion	4
Article 6	Conditions environnementales	6
Article 7	Documents contractuels	6
Article 8	Exigences fonctionnelles en termes de spécifications techniques	6
Article 9	Type de prix	6
Article 10	Modalités de variation du prix	6
Article 11	Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre	7
Article 12	Contenu des prix	7
Article 13	Forme du marché	7
Article 14	Montant de l'Accord-cadre	7
Article 15	Mentions des bons de commande	7
Article 16	Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire	8
Article 17	Clause d'exclusivité réservée à Soluris	8
Article 18	Opérations de vérification	8
Article 19	Sous-traitance des prestations	8
Article 20	Confidentialité	9
Article 21	Opérations promotionnelles et évènementielles	9
Article 22	Modalités de paiement	9
Article 23	Forme des demandes de paiements	9

Article 24	<i>Païement des cotraitants</i>	10
Article 25	<i>Païement des sous-traitants</i>	10
Article 26	<i>Monnaie de compte de l'accord-cadre</i>	11
Article 27	<i>Délai de paiement</i>	11
Article 28	<i>Retenue de garantie</i>	11
Article 29	<i>Dispositions concernant l'avance - pour tous les périodes</i>	11
Article 30	<i>Garantie technique</i>	11
Article 31	<i>Protection de la main d'œuvre et conditions de travail</i>	11
Article 32	<i>Assurances de responsabilité civile professionnelle</i>	12
Article 33	<i>Pénalités de retard</i>	12
Article 34	<i>Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité</i>	12
Article 35	<i>Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire</i>	13
Article 36	<i>Résiliation</i>	13
Article 37	<i>Exécution aux frais et risques du titulaire</i>	14
Article 38	<i>Règlement amiable des litiges</i>	14
Article 39	<i>Attribution de compétence</i>	14
Article 40	<i>Dérogations</i>	14

Article 1 Objet du marché

Le présent marché concerne la maintenance d'une solution antivirus mutualisée, d'acquisitions complémentaires et d'une console d'administration pour les membres du groupement et leurs adhérents.

Article 2 Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent accord-cadre.

Article 3 Durée de l'accord-cadre/ du marché

La durée du marché ne se confond pas avec le délai d'exécution des prestations.

Le marché commence à compter de sa notification.

L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois. Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois. La durée totale maximale de l'accord-cadre est fixée à 48 mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

Le délai d'exécution des bons de commande est fixé par l'acheteur dans le Dossier de Consultation des Entreprises ou dans les bons de commandes le cas échéant.

Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du présent marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente, à moins qu'elles ne soient plus favorables à l'acheteur.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de l'acheteur.

Article 4 Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 10 000.00 euros HT.

Article 5 Emploi de personnes en difficulté d'insertion

Les candidats devront prendre en compte qu'en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions fixées au CCAP.

Les personnes visées par la présente action d'insertion professionnelle, dénommées "Publics éligibles", sont notamment les :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire : mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)

Article 6 Conditions environnementales

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques, le cas échéant.

Article 7 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Le cahier des clauses administratives générales – TIC en vigueur à la date d'envoi de l'AAPC
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique
- La PSSI de Soluris
- Le contrat de sous-traitance au sens du RGPD

Article 8 Exigences fonctionnelles en termes de spécifications techniques

Le présent marché a pour objet les prestations et les fournitures décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 9 Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

En cas d'évolution technologique de la solution en cours de marché, l'opérateur économique devra le proposer à Soluris et à l'ALPI avec la grille tarifaire correspondante. En cas d'acceptation (formalisée par écrit), le produit sera directement intégré au marché.

En ce cas, une révision à la baisse des prix des produits initiaux devra être appliquée.

Article 10 Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes et actualisables. L'index I de la formule d'actualisation est l'index de référence : syntec - publié par l'INSEE.

Formule d'actualisation :

Coefficient d'actualisation (Cn) = $(I_m - 3 / I_0)$

Où :

I_m = dernier indice connu 3 mois avant la révision

I_0 = Indice en vigueur au moment de la remise des offres.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient Cn résultant de la formule précitée.

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise des offres et la date de notification du marché.

Article 11 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de décembre 2025.
Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 12 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.
Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également, concernant les déplacements, formations, etc. tous frais inhérents (repas, route, etc.).

Article 13 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande monoattributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec montants minimum et maximum annuels de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 14 Montant de l'Accord-cadre

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 50 000.00 Euros HT / an.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 200 000.00 Euros HT / an.

Article 15 Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins des acheteurs par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent notamment :

- La référence à l'accord-cadre ;
- La désignation des prestations à réaliser et des fournitures ;
- La quantité demandée,
- Le montant de la commande ;
- Les délais d'exécution.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale du (des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée à 10 jours.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande,

dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Article 16 Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

Article 17 Clause d'exclusivité réservée à Soluris

Les démarches « commerciales » de recueil de besoin ou de prospection sont assurées directement par Soluris auprès de ses adhérents ou bénéficiaires, à l'aide du catalogue et du tarif des prestations référencées auprès du titulaire du marché.

Le titulaire du marché est le partenaire du Syndicat Mixte Soluris. A ce titre, il est son fournisseur exclusif concernant l'objet précis du présent marché.

En contrepartie, aucune démarche directe entre le prestataire retenu et les collectivités adhérentes ne sera tolérée, sauf accord expresse de Soluris. De la même manière, dans l'hypothèse où une collectivité, adhérente ou non, (départements 17, 79, 16 et 86) démarcherait directement le titulaire du marché pour un produit faisant l'objet du présent marché, ce dernier devra en avvertir Soluris, et renvoyer la collectivité vers lui.

Article 18 Opérations de vérification

Soluris ainsi que l'ALPI, en partenariat avec leurs collectivités équipées des solutions qui font l'objet du présent marché, procèderont aux opérations de vérification dans un délai d'un mois après installation. Ces opérations consisteront à s'assurer que toutes les fonctionnalités décrites dans le CCTP sont présentes dans la solution.

Dans le cas contraire, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours ouvrés pour apporter les corrections nécessaires, à compter de la notification de la non-conformité de la solution.

Si ce délai n'est pas respecté, l'acheteur se réservera la possibilité de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire. Les pénalités de retards s'appliqueront en attendant les corrections, une fois que le délai de 15 jours à compter de la notification sera écoulé.

Article 19 Sous-traitance des prestations

Par application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée.

Article 20 Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations par ses éventuels co-traitants et/ ou sous-traitants.

Le titulaire, en signant le présent marché, s'engage à respecter et faire respecter les politiques de sécurité mises en place par les structures bénéficiaires de ses prestations dans le cadre du présent marché.

Article 21 Opérations promotionnelles et évènementielles

Le concours ponctuel du candidat pourra être sollicité afin de participer à des opérations de communication sur ses offres. Ces interventions pourront prendre la forme de documents (plaquettes commerciales ou autre support de communication) ou de déplacements sur site. Ainsi il sera demandé au prestataire retenu de consacrer, en cas de besoin, au moins 2 jours par an pour participer à des réunions d'information et/ou de promotion.

Article 22 Modalités de paiement

Les prestations sont réglées à réception de chaque facture relative à un bon de commande exécuté.

La maintenance annuelle sera facturée à terme échu.

Article 23 Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Les factures seront dématérialisées conformément à la réglementation en vigueur.

Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

Identifiant de la structure publique : SOLURIS

Code service 01 pour l'interne et 02 pour les adhérents Soluris

Identifiant de la structure publique : ALPI

Code service : ADMI

Références ou numéro de l'engagement juridique : numéro de marché fourni à la notification du marché

Instructions pour l'enregistrement de la facture : Dans Factures Emises, puis Dépôt factures, enregistrer votre facture au format PDF. Sélectionner le cadre de facturation correspondant à votre situation, puis confirmer votre envoi après avoir vérifié le destinataire.

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal. Chaque facture indiquera le code d'identification du service en charge du paiement et le numéro du bon de commande.

Article 24 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 25 Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par les articles L2193-10 et suivants du Code de la Commande Publique, le cas échéant dans l'acte spécial de sous-traitance.

Article 26 Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Article 27 Délai de paiement

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique. Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Intérêts moratoires et indemnités sanctionnant le retard de paiement

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 28 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 29 Dispositions concernant l'avance - pour tous les périodes

Aucune avance n'est prévue.

Article 30 Garantie technique

Les dispositions de l'article 36 du CCAG-TIC s'appliquent et notamment l'article 36.6.

Article 31 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 32 Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 33 Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

En cas de retard de livraison consécutif à un bon de commande émis :

- Une pénalité de 300 € forfaitaire/jour calendaire de retard, à partir de la création du ticket d'incident, sera appliquée

Par dérogation, dans le cadre de la maintenance de la solution antivirus, si le délai de réponse indiqué dans le bordereau de réponse/BPU du candidat n'est pas respecté :

- Une pénalité de 200 € forfaitaire/jour calendaire de retard, à partir de la création du ticket d'incident, sera appliquée

Plafonnement des pénalités de retard

Conformément au CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Exonération des pénalités de retard

Conformément au CCAG, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 500 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Article 34 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées après mise en œuvre d'un contradictoire tel que prévu à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une

pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

– en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Article 35 Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

En application de l'article 48.2. du CCAG -TIC, en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 36 Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG-TIC en ce qui concerne les modalités de résiliation de l'accord-cadre.

Pour rappel, conformément au code de la commande publique, en complément des cas de résiliation prévus par le CCAG, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre :

- lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée de l'accord-cadre est de 5 %.

Article 37 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 38 Règlement amiable des litiges

Les dispositions du CCAG-TIC sur le recours gracieux s'appliquent. Cependant, à défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges de Bordeaux, chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article 142 du décret relatif aux marchés publics) pour les litiges nés de l'exécution de l'accord-cadre.

Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les six mois de sa saisine, sauf prolongations, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trois mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.

Article 39 Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Poitiers est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre :

Tribunal Administratif de Poitiers 15 Rue de Blossac 86000 Poitiers Tél: 05 49 60 79 19 Fax : 05 49 60 68 09 Mél: greffe.ta-poitiers@juradm.fr Adresse Internet (URL): <http://poitiers.tribunal-administratif.fr/>

Article 40 Dérogations

L'article 3 - Durée du marché déroge à l'article 13 du CCAG-TIC

Les articles 11 et 12 – Modalités de variation du prix et Mois d'établissement des prix du marché dérogent à l'article 10.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 34- Pénalités de retard déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC

L'article 19 - Opérations de vérification déroge aux articles 29, 30, 31, 32 et 33 du CCAG-TIC.